



**RAPPORT DE GESTION**

**Pour l'exercice clos le 31 décembre 2016**

**Daté du 9 mars 2017**

**Baylin Technologies Inc.**  
**Rapport de gestion**  
**Exercice clos le 31 décembre 2016**

Le présent rapport de gestion de Baylin Technologies Inc. (« Baylin », la « Société » ou « nous ») au 9 mars 2017 doit être lu avec les états financiers consolidés audités des exercices clos les 31 décembre 2016 (« exercice 2016 ») et 31 décembre 2015 (« exercice 2015 ») et leurs notes annexes. Tous les montants sont en dollars américains, sauf indication contraire.

Des renseignements supplémentaires sur la Société, y compris notre plus récente notice annuelle, se trouvent sur SEDAR, à l'adresse [www.sedar.com](http://www.sedar.com). À moins d'indication contraire, tous les montants présentés dans le présent rapport de gestion sont en dollars américains.

**ÉNONCÉS PROSPECTIFS**

Le présent rapport de gestion renferme des énoncés prospectifs au sujet de l'expansion future de nos activités, du caractère suffisant de nos ressources financières et d'autres événements ou situations futurs possibles. Les énoncés prospectifs se reconnaissent habituellement à l'emploi d'expressions ou de termes comme « prévoir », « anticiper », « croire », « avoir l'intention de », « estimer », « cibler », « planifier », « potentiel », « possible » et des variantes de ceux-ci, ou à des déclarations affirmant que certains événements, situations ou résultats « pourraient » ou « devraient » survenir ou être atteints et à des expressions similaires. Ces énoncés prospectifs portent notamment sur ce qui suit : les occasions sur le marché, nos stratégies, la concurrence, les activités et dépenses prévues tout au long de la mise en œuvre de notre plan d'affaires, le caractère suffisant de notre trésorerie disponible et d'autres déclarations sur des événements ou des résultats futurs. Les énoncés prospectifs portent sur l'avenir et sont, par définition, incertains, et les résultats réels de la Société ou les événements ou situations futurs pourraient différer sensiblement de ceux présentés dans les énoncés prospectifs, en raison d'une variété de risques, d'incertitudes et d'autres facteurs, notamment des risques et incertitudes économiques et commerciaux. Les énoncés prospectifs reposent sur certaines hypothèses et analyses faites par la Société compte tenu de son expérience et de sa perception des tendances historiques, de la situation actuelle et des développements futurs prévus, ainsi que d'autres facteurs que nous estimons pertinents, et sont soumis à des risques et incertitudes. Bien que nous croyions que les hypothèses sous-jacentes à ces énoncés sont raisonnables, elles pourraient se révéler inexactes, et nous ne pouvons garantir que les résultats réels seront conformes à ces énoncés prospectifs. En conséquence, tous les énoncés prospectifs contenus dans le présent rapport de gestion ou dans les documents intégrés par renvoi doivent être lus en tenant compte de la présente mise en garde, et rien ne peut garantir que les résultats ou développements futurs prévus se concrétiseront. Certains des risques, incertitudes et autres facteurs sont décrits à la rubrique sur les facteurs de risque de notre plus récente notice annuelle, accessible sur SEDAR à l'adresse [www.sedar.com](http://www.sedar.com). Pour les raisons énumérées ci-dessus, les investisseurs ne devraient pas accorder une confiance excessive aux énoncés prospectifs. Sauf indication contraire, les énoncés prospectifs contenus dans ce rapport de gestion sont valables à la date de ce dernier, et nous déclinons toute obligation de les mettre à jour les énoncés prospectifs à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou autrement, sauf si la loi l'exige.

**MESURES NON CONFORMES AUX PCGR**

Le présent rapport de gestion renferme un certain nombre de mesures qui ne sont pas prescrites par les principes comptables généralement reconnus du Canada (les « PCGR ») et, par conséquent, qui peuvent ne pas être comparables à des mesures semblables présentées par d'autres sociétés. Nous croyons que ces mesures sont couramment utilisées par les analystes, les investisseurs, les prêteurs et les parties intéressées pour évaluer la performance financière dans notre secteur ainsi que notre capacité à contracter des dettes et à en assurer le service pour soutenir nos activités commerciales. Les mesures que nous utilisons sont définies dans ce rapport dès leur première occurrence.

Bien que nous estimions que les mesures non conformes aux PCGR fournissent de l'information supplémentaire utile, nous croyons que ces mesures ne doivent pas être considérées isolément ni comme des mesures de remplacement du résultat net, des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation, d'investissement ou de financement, ni comme des mesures de remplacement d'autres données des états financiers présentées conformément aux PCGR.

Les mesures présentées dans le présent rapport de gestion se définissent comme suit : i) le « BAIIA » (bénéfice (perte) d'exploitation plus dotation aux amortissements), ii) « BAIIA ajusté » (BAIIA plus éléments non récurrents, définis plus loin), iii) « résultat net ajusté » (résultat net plus éléments non récurrents), iv) « marge brute » (marge brute divisée par produits des activités ordinaires), v) « trésorerie nette » (trésorerie et équivalents de trésorerie moins a) dette bancaire moins b) tranche courante des contrats de location-acquisition, vi) « fonds de roulement » (actifs courants moins passifs courants), et vii) « fonds de roulement hors trésorerie » (fonds de roulement moins trésorerie et équivalents de trésorerie).

## VUE D'ENSEMBLE

Nous sommes un fournisseur mondial de solutions d'antennes sans fil novatrices et comptons 38 années d'expérience en conception, fabrication et livraison d'antennes. Nous nous efforçons de combler les besoins de nos clients en leur tenant lieu de partenaire de confiance, de la conception initiale à la fabrication. Nos antennes sont conçues afin de répondre aux besoins particuliers de nos clients en matière d'appareils mobiles, de réseau et de systèmes d'antennes réparties et pour petites cellules. Depuis la fondation de la Société en 1978, notre entreprise s'est hissée au rang de plateforme internationale, comptant des installations en Amérique du Nord et en Asie.

Comme indiqué auparavant, au cours de l'exercice 2015, le conseil d'administration a désigné une nouvelle équipe de hauts dirigeants ayant pour mission de prendre les mesures nécessaires pour redresser la situation financière de la Société à la suite de pertes importantes et d'une baisse des liquidités au cours de l'exercice 2014 et du premier semestre de l'exercice 2015. Les principaux volets du plan de redressement étaient les suivants : i) diversifier la provenance des produits des activités ordinaires, fortement concentrés auprès d'un seul client, ii) réduire les coûts fixes, iii) augmenter les liquidités par une gestion efficace du fonds de roulement, et iv) transférer les fonctions du siège social, à Toronto, au Canada. En comparaison de l'exercice 2015, les résultats pour l'exercice 2016 complet reflètent une croissance et une progression comme le montre l'amélioration des indicateurs clés de performance.

Les faits saillants de l'exercice clos le 31 décembre 2016 sont présentés ci-après :

- Les produits des activités ordinaires ont augmenté à 63,5 M\$, soit une hausse de 48 % par rapport au dernier exercice;
- Le bénéfice brut s'est chiffré à 17,7 M\$, en hausse de 95 % par rapport à l'exercice 2015, et la marge brute s'est accrue de 6,8 % (se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR » du présent rapport de gestion);
- Le BAIIA ajusté a été positif, à 1,4 M\$, comparativement à un BAIIA ajusté négatif de 6,9 M\$, il y a un an. Certains frais non récurrents et inhabituels (les « éléments non récurrents ») de 0,9 M\$ ont été engagés pour l'exercice 2016 (se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR » du présent rapport de gestion);
- Bien que le résultat de l'exercice 2016 se traduise par une perte nette de 2,0 M\$, il représente une nette amélioration lorsqu'on le compare à la perte nette de 14,7 M\$ enregistrée pour l'exercice 2015. La perte nette, après ajustement pour tenir compte des éléments non récurrents, s'est établie à 1,1 M\$ pour l'exercice 2016, contre 12,9 M\$ pour l'exercice 2015 (se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR » du présent rapport de gestion);
- Les liquidités ont augmenté par suite de l'émission d'actions ordinaires, qui a permis de dégager un produit brut de 5,75 M\$ CA, et par suite de la vente d'un terrain et d'un immeuble en Israël, pour 1,8 M\$. La trésorerie et les équivalents de trésorerie, de 13,8 M\$, représentent une augmentation de 2,3 M\$ par rapport à la fin de l'exercice 2015. La trésorerie nette a augmenté de 6,1 M\$ pour la même période.
- La création d'une nouvelle gamme de produits, visant à simplifier le processus de la conception jusqu'à la fabrication, a débuté, du personnel technique supplémentaire et des ressources externes en recherche et développement ont été embauchés en vue de rafraîchir les gammes de produits, et le transfert des fonctions du siège social, à Toronto, au Canada, a été effectué.

Les faits saillants du trimestre clos le 31 décembre 2016 sont décrits ci-après :

- Les produits des activités ordinaires et le bénéfice brut ont augmenté respectivement de 16 % et de 39 % pour le dernier trimestre, par rapport à la période correspondante de l'exercice 2015, soit une hausse constante sur cinq trimestres consécutifs en glissement annuel;
- Le BAIIA ajusté a été positif au quatrième trimestre de 2016, à 0,1 M\$, en dépit d'une provision de 0,4 M\$ liée à un problème de qualité relatif à un client; il s'agit d'une amélioration par rapport au BAIIA ajusté négatif de 1,5 M\$ au dernier exercice.

## SOMMAIRE DES INFORMATIONS FINANCIÈRES

Le tableau suivant présente les chiffres clés des éléments de l'état du résultat net et de l'état de la situation financière pour les trois derniers exercices.

(en milliers, sauf les montants par action)

|                                               | Exercices clos les 31 décembre |          |          |
|-----------------------------------------------|--------------------------------|----------|----------|
|                                               | 2016                           | 2015     | 2014     |
|                                               | \$                             | \$       | \$       |
| Produits des activités ordinaires             | 63 482                         | 43 025   | 44 870   |
| Bénéfice brut                                 | 17 735                         | 9 092    | 9 002    |
| Perte avant impôt sur le résultat             | (1 969)                        | (14 076) | (14 033) |
| Charge (produit) d'impôt                      | 2                              | 595      | (35)     |
| Résultat net                                  | (1 971)                        | (14 670) | (14 068) |
| Résultat par action de base et après dilution | (0,11)                         | (0,78)   | (0,75)   |
| BAIIA                                         | 506                            | (8 702)  | (8 848)  |
| BAIIA ajusté                                  | 1 422                          | (6 928)  | (8 646)  |
| Actifs courants                               | 32 048                         | 28 346   | 39 579   |
| Total de l'actif                              | 48 415                         | 49 572   | 66 531   |
| Passifs courants                              | 16 470                         | 18 433   | 18 910   |
| Passifs non courants                          | 1 089                          | 983      | 2 096    |
| Total du passif                               | 17 559                         | 19 416   | 21 006   |

## PERSPECTIVES

La gestion des coûts, l'amélioration de l'efficacité de la fabrication et la rationalisation de la gamme de produits ont constitué une priorité clé pour l'exercice 2016 et demeurent au centre des priorités pour l'exercice 2017, même si la direction envisage de procéder à des investissements modérés en recherche et développement afin de favoriser une croissance constante. Comme indiqué dans le prospectus simplifié déposé en décembre 2016, une tranche de 3,0 M\$ CA du produit tiré du placement de titre de capitaux propres servira à financer des dépenses supplémentaires en recherche et développement au cours de l'exercice 2017 en vue d'accélérer l'entrée sur le marché des antennes de station de base.

Même si le conseil d'administration et la direction sont encouragés par le BAIIA positif pour un exercice complet, le principal objectif de l'exercice 2017 demeure le même, soit de continuer sur la lancée de l'exercice 2016 tout en veillant à une gestion prudente des liquidités. Nos principaux objectifs seront d'étudier les nouvelles possibilités sur le marché des appareils mobiles, de continuer à diversifier et à élargir le portefeuille de clients pour la gamme de produits de réseau, et le portefeuille de produits de la gamme des produits d'infrastructure sans fil, en particulier dans le marché des antennes de station de base. En outre, la direction examinera des possibilités d'accroître la gamme de nos activités par des acquisitions stratégiques et relatives.

## RÉSULTATS D'EXPLOITATION

### Descriptions des activités

Notre entreprise compte trois gammes de produits d'antennes interreliés, soit i) la gamme des produits mobiles, ii) la gamme des produits de réseau, et iii) la gamme des produits d'infrastructure sans fil.

La gamme des produits mobiles – la plus importante sur le plan des produits des activités ordinaires – a fait un bond majeur grâce à la mise en service de l'usine de fabrication au Vietnam au cours de l'exercice 2016. Cette usine a contribué à la reprise d'une part de marché auprès de notre client principal, comme le prouvent les produits des activités ordinaires tirés de cette gamme, qui ont plus que doublé pour l'exercice 2016. En conséquence, la capacité de production de la structuration directe par laser s'est accrue au cours de l'exercice 2016 afin de répondre à la demande du client. La Société s'attend à ce que le portefeuille-clients de la gamme des produits mobiles se diversifie à court terme à la faveur des nouveaux projets de conception qui seront obtenus, bien qu'à un taux de croissance inférieur à celui de l'exercice 2016.

Notre stratégie visant à diversifier les produits des activités ordinaires de façon à être moins tributaire de la gamme de produits mobiles, en augmentant les volumes des gammes de produits de réseau et d'infrastructure sans fil, se poursuivra en 2017. Nous voyons notamment des possibilités de croissance dans le secteur de l'infrastructure sans fil. Nos dépenses d'investissement globales sur ce marché ont été modérées en 2014 et dans la première moitié de 2015, avant d'augmenter au dernier semestre de 2015 et en 2016; et, pour l'exercice 2016, les produits des activités ordinaires ont affiché une hausse de 24 % par rapport à l'exercice 2015. Nous prévoyons que les dépenses des clients

(en particulier, les entreprises de téléphonie cellulaire) continueront d'augmenter en 2017. Un enjeu majeur est l'expansion de notre portefeuille de produits et l'obtention de clients clés supplémentaires en 2017. De plus, comme indiqué précédemment, nous comptons augmenter nos dépenses de recherche et développement dans la catégorie des antennes de stations de base au cours de l'exercice 2017.

En ce qui concerne la gamme des produits de réseau, nous sommes l'un des chefs de file aux États-Unis en tant que fournisseur de passerelles de première catégorie. Nous avons constitué une solide famille de produits et nous continuons de mettre à contribution notre savoir-faire et notre technologie pour étendre notre portefeuille de produits. Au cours des deux dernières années, la gamme de produits de réseau a réussi à diversifier son portefeuille-clients en obtenant de nouveaux clients importants.

### ***Produits des activités ordinaires et bénéfice brut***

| (en milliers)                            |               |               |               |                        |                        |
|------------------------------------------|---------------|---------------|---------------|------------------------|------------------------|
|                                          | Exercices     |               |               | Variation<br>2015-2016 | Variation<br>2014-2015 |
|                                          | 2016          | 2015          | 2014          |                        |                        |
|                                          | \$            | \$            | \$            |                        |                        |
| <b>Produits des activités ordinaires</b> | <b>63 482</b> | <b>43 025</b> | <b>44 870</b> | <b>47,5 %</b>          | <b>(4,1) %</b>         |
| Coût des produits vendus                 | 45 747        | 33 934        | 35 868        | 34,8 %                 | (5,4) %                |
| <b>Bénéfice brut</b>                     | <b>17 735</b> | <b>9 092</b>  | <b>9 002</b>  | <b>95,1 %</b>          | <b>1,0 %</b>           |
| Marge brute, en pourcentage              | 27,9 %        | 21,1 %        | 20,1 %        |                        |                        |

#### *a) Facteurs ayant une incidence sur les produits des activités ordinaires et le bénéfice brut* *Produits des activités ordinaires*

Les produits des activités ordinaires sont générés par la vente d'antennes. Les résultats financiers sont regroupés dans un seul secteur à présenter. La Société fabrique et vend une gamme de produits liés aux antennes, notamment des antennes pour appareils mobiles et téléphones intelligents, des appareils de télémesure et de réseau, des radios mobiles terrestres, des antennes pour infrastructures sans fil et pour services de télématique. Les produits des activités ordinaires subissent l'incidence du calendrier des lancements de produits de nos clients, de leurs plans de déploiement de projets et du degré d'investissement des entreprises et des fournisseurs indépendants dans l'agrandissement de leur réseau.

#### *Bénéfice brut*

Notre bénéfice brut subit l'incidence des facteurs suivants : les prix de vente, les volumes de vente, le portefeuille de produits et les coûts variables des marchandises vendues (soit le coût des matières premières et de la main-d'œuvre directe). La Société a entrepris des procédés visant à optimiser la production afin d'utiliser au mieux les coûts fixes de fabrication, voire les réduire.

#### *b) Exercice 2016 en comparaison de l'exercice 2015*

Pour l'exercice 2016, les produits des activités ordinaires se sont élevés à 63,5 M\$, contre 43,0 M\$ pour l'exercice 2015, soit une hausse de 47,5 %. Cette croissance a été générée essentiellement par la gamme des produits mobiles, dont les produits des activités ordinaires ont plus que doublé par rapport à l'exercice 2015, suivie par la gamme des produits d'infrastructure sans fil, qui a connu une croissance de 23,5 %. La croissance générée par la gamme des produits mobiles est liée à l'effet rebond des volumes de notre client principal au cours de l'exercice 2016. La gamme de produits de réseau a, quant à elle, reculé de 4,1 % par rapport à un an plus tôt, en raison des commandes du client qui ont été reportées à 2017.

Le bénéfice brut s'est établi à 17,7 M\$ pour l'exercice 2016, soit 27,9 % des produits des activités ordinaires, ce qui se compare avantageusement au bénéfice brut de 9,1 M\$ (21,1 % des produits des activités ordinaires) obtenu pour l'exercice 2015. L'augmentation du bénéfice brut découle i) de l'accroissement des volumes de production entraîné par la hausse des produits des activités ordinaires pour l'exercice 2016; et ii) de l'accroissement de la production de la nouvelle usine au Vietnam.

## Frais de recherche et de développement

| (en milliers)                                        |              |              |              |                        |                        |
|------------------------------------------------------|--------------|--------------|--------------|------------------------|------------------------|
| Exercices                                            |              |              |              |                        |                        |
|                                                      | 2016         | 2015         | 2014         | Variation<br>2015-2016 | Variation<br>2014-2015 |
|                                                      | \$           | \$           | \$           |                        |                        |
| Charges salariales                                   | 5 687        | 4 382        | 5 210        | 29,8 %                 | (15,9) %               |
| Autres frais de développement                        | 1 858        | 1 684        | 2 162        | 10,3 %                 | (22,1) %               |
| Dotation aux amortissements                          | 176          | 408          | 421          | (56,9) %               | (3,1) %                |
| <b>Total</b>                                         | <b>7 721</b> | <b>6 474</b> | <b>7 793</b> | <b>19,3 %</b>          | <b>(16,9) %</b>        |
| En pourcentage des produits des activités ordinaires | 12,2 %       | 15,0 %       | 17,4 %       |                        |                        |

### a) Facteurs ayant une incidence sur les frais de recherche et de développement (« R et D »)

Les frais de R et D comprennent essentiellement les salaires, les frais de brevet, les coûts de développement de produit et d'autres coûts techniques connexes. Nos centres de conception technologique sont situés en Israël, en Corée du Sud et aux États-Unis, de telle sorte que nous engageons souvent des frais importants lors du développement d'un nouveau produit sans être assurés que les concepteurs des systèmes utilisés par nos clients choisiront finalement d'utiliser notre produit pour leurs applications. Il nous faut souvent prévoir quels produits seront demandés, et ce, avant que nos clients aient clairement indiqué un besoin pour les produits en question. Même si les concepteurs des systèmes utilisés par nos clients finissent par choisir nos produits, il peut s'écouler une période considérable avant que nous tirions des produits des activités ordinaires pour contrebalancer les frais possiblement importants que nous avons initialement engagés.

### b) Exercice 2016 en comparaison de l'exercice 2015

Les frais de R et D pour l'exercice 2016 se sont établis à 7,7 M\$, soit 12,2 % des produits des activités ordinaires, une hausse par rapport à 6,5 M\$ (15,0 % des produits des activités ordinaires) pour l'exercice 2015. La hausse découle de l'embauche de personnel supplémentaire pour développer des produits, et ce, afin d'élargir nos gammes de produits.

## Ventes et marketing

| (en milliers)                                        |              |              |              |                        |                        |
|------------------------------------------------------|--------------|--------------|--------------|------------------------|------------------------|
| Exercices                                            |              |              |              |                        |                        |
|                                                      | 2016         | 2015         | 2014         | Variation<br>2015-2016 | Variation<br>2014-2015 |
|                                                      | \$           | \$           | \$           |                        |                        |
| Charges salariales                                   | 2 596        | 3 308        | 1 874        | (21,5) %               | 76,5 %                 |
| Autres                                               | 523          | 1 476        | 2 103        | (64,6) %               | (29,8) %               |
| <b>Total</b>                                         | <b>3 119</b> | <b>4 784</b> | <b>3 977</b> | <b>(34,8) %</b>        | <b>20,3 %</b>          |
| En pourcentage des produits des activités ordinaires | 4,9 %        | 11,1 %       | 8,9 %        |                        |                        |

### a) Facteurs ayant une incidence sur les frais de vente et de marketing

Les frais de vente et de marketing sont composés principalement des salaires et des coûts de la publicité, des salons commerciaux, des déplacements et des autres activités de promotion. Ces charges peuvent être substantielles lors d'une entrée sur de nouveaux marchés, comme celui des infrastructures, et lors de l'acquisition de nouveaux clients, et peuvent donner lieu à des investissements importants afin d'obtenir de nouvelles affaires.

### b) Exercice 2016 en comparaison de l'exercice 2015

Les frais de vente et de marketing pour l'exercice 2016 se sont établis à 3,1 M\$ (4,9 % des produits des activités ordinaires), alors qu'ils avaient représenté 4,8 M\$ (11,1 % des produits des activités ordinaires) pour l'exercice 2015. La baisse, en dollars absolus, est surtout liée au contrôle du coût des autres charges (comme les salons commerciaux et les déplacements) et, dans une moindre mesure, aux charges salariales, par suite de la rationalisation de l'équipe des hauts dirigeants du secteur de la vente.

## Charges générales et administratives

| (en milliers)                                        |              |              |              |                        |                        |
|------------------------------------------------------|--------------|--------------|--------------|------------------------|------------------------|
| Exercices                                            |              |              |              |                        |                        |
|                                                      | 2016         | 2015         | 2014         | Variation<br>2015-2016 | Variation<br>2014-2015 |
|                                                      | \$           | \$           | \$           |                        |                        |
| Charges salariales                                   | 3 518        | 3 851        | 4 007        | (8,6) %                | (3,9) %                |
| Autres                                               | 5 669        | 5 656        | 4 774        | 0,2 %                  | 18,5 %                 |
| Dotation aux amortissements                          | 304          | 479          | 423          | (36,5) %               | 13,2 %                 |
| <b>Total</b>                                         | <b>9 491</b> | <b>9 986</b> | <b>9 204</b> | <b>(5,0) %</b>         | <b>8,5 %</b>           |
| En pourcentage des produits des activités ordinaires | 15,0 %       | 23,2 %       | 20,5 %       |                        |                        |

### a) Facteurs ayant une incidence sur les charges générales et administratives

Les charges générales et administratives englobent les charges liées aux fonctions ressources humaines, juridique et finance, les honoraires, les charges d'assurance et les autres charges du siège social.

### b) Exercice 2016 en comparaison de l'exercice 2015

Pour l'exercice 2016, les charges générales et administratives se sont élevées à 9,5 M\$ (15,0 % des produits des activités ordinaires), alors qu'elles s'étaient établies à 10,0 M\$ (23,2 % des produits des activités ordinaires) pour l'exercice 2015. La diminution en dollars absolus est attribuable au contrôle des coûts alors en cours et au transfert vers le siège social.

## BAIIA et BAIIA ajusté

Le BAIIA et le BAIIA ajusté sont des mesures non conformes aux IFRS que nous utilisons pour évaluer notre performance d'exploitation. Ces deux mesures font l'objet d'un rapprochement dans le tableau suivant :

### Rapprochement avec la perte d'exploitation

| (en milliers)                                                      |                |                 |                 |
|--------------------------------------------------------------------|----------------|-----------------|-----------------|
| Exercice clos le 31 décembre                                       |                |                 |                 |
|                                                                    | 2016           | 2015            | 2014            |
|                                                                    | \$             | \$              | \$              |
| <b>Perte d'exploitation</b>                                        | <b>(2 596)</b> | <b>(12 152)</b> | <b>(11 972)</b> |
| Dotation aux amortissements                                        | 3 102          | 3 450           | 3 124           |
| <b>BAIIA</b>                                                       | <b>506</b>     | <b>(8 702)</b>  | <b>(8 848)</b>  |
| Coûts liés aux indemnités de départ et autres coûts non récurrents | 916            | 1 774           | 202             |
| <b>BAIIA ajusté</b>                                                | <b>1 422</b>   | <b>(6 928)</b>  | <b>(8 646)</b>  |

### a) Facteurs ayant une incidence sur la perte d'exploitation, le BAIIA et le BAIIA ajusté

Les éléments suivants ont une incidence importante sur le résultat d'exploitation, le BAIIA et le BAIIA ajusté : les volumes de produits des activités ordinaires, la composition des ventes de produits et les coûts indirects liés à l'exploitation.

### b) Exercice 2016 en comparaison de l'exercice 2015

La perte d'exploitation s'est élevée à 2,6 M\$ pour l'exercice 2016, soit une nette amélioration comparativement à la perte d'exploitation de 12,2 M\$ pour l'exercice 2015. Pour l'exercice 2016, le BAIIA ajusté s'est établi à 1,4 M\$ (2,2 % des produits des activités ordinaires), alors qu'un BAIIA ajusté négatif de 6,9 M\$ avait été enregistré pour l'exercice 2015. L'amélioration de la perte d'exploitation, du BAIIA et du BAIIA ajusté est essentiellement attribuable à une hausse des volumes de produits des activités ordinaires et au contrôle des charges d'exploitation. Les éléments non récurrents de l'exercice 2016 se sont chiffrés à 0,9 M\$, et ils étaient composés surtout du coût des indemnités de cessation d'emploi et d'une réduction de valeur des stocks liée à un problème de qualité relatif à notre client principal.

## Perte nette pour la période

(en milliers, sauf les montants par action)

|                                               | Exercices      |                 |                 |                        |                        |
|-----------------------------------------------|----------------|-----------------|-----------------|------------------------|------------------------|
|                                               | 2016           | 2015            | 2014            | Variation<br>2015-2016 | Variation<br>2014-2015 |
|                                               | \$             | \$              | \$              |                        |                        |
| Perte avant impôt                             | (1 969)        | (14 076)        | (14 033)        | (86,0) %               | 0,3 %                  |
| Charge (produit) d'impôt sur le résultat      | 2              | 595             | 35              | (99,6) %               | 1 598,7 %              |
| <b>Perte nette pour la période</b>            | <b>(1 971)</b> | <b>(14 670)</b> | <b>(14 068)</b> | <b>(86,6) %</b>        | <b>4,3 %</b>           |
| Résultat par action de base et après dilution | (0,11) \$      | (0,78) \$       | (0,75) \$       |                        |                        |

### a) Facteurs ayant une incidence sur le résultat net

La perte nette subit l'incidence des facteurs indiqués ci-dessus, lesquels se répercutent sur la perte d'exploitation et le BAIIA.

### b) Exercice 2016 en comparaison de l'exercice 2015

La perte nette s'est chiffrée à 2,0 M\$ pour l'exercice 2016, en nette amélioration par rapport à l'exercice 2015, où elle s'était établie à 14,7 M\$ (23,2 % des produits des activités ordinaires). Ces résultats se traduisent par une perte par action de 0,11 \$ pour l'exercice 2016, comparativement à une perte par action de 0,78 \$ pour l'exercice 2015.

## SOMMAIRE DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS

(en milliers, sauf les montants par action)

|                                                   | Trimestres clos    |                    |                         |                        |
|---------------------------------------------------|--------------------|--------------------|-------------------------|------------------------|
|                                                   | le 31 mars<br>2016 | le 30 juin<br>2016 | le 30 septembre<br>2016 | le 31 décembre<br>2016 |
|                                                   | \$                 | \$                 | \$                      | \$                     |
| Produits des activités ordinaires                 | 15 789             | 15 661             | 16 945                  | 15 087                 |
| Bénéfice brut                                     | 4 262              | 4 407              | 4 721                   | 4 346                  |
| BAIIA                                             | 184                | 524                | 339                     | (542)                  |
| BAIIA ajusté                                      | 296                | 494                | 558                     | 73                     |
| Résultat net                                      | (587)              | (311)              | 174                     | (1 246)                |
| Résultat net par action de base et après dilution | (0,03) \$          | (0,02) \$          | 0,01 \$                 | (0,07) \$              |
| Total des actifs courants                         | 27 213             | 29 567             | 31 231                  | 32 048                 |
| Total de l'actif                                  | 47 862             | 47 574             | 48 767                  | 48 415                 |
| Total du passif                                   | 18 171             | 18 384             | 19 783                  | 17 559                 |

(en milliers, sauf les montants par action)

|                                            | Trimestres clos le |                    |                         |                        |
|--------------------------------------------|--------------------|--------------------|-------------------------|------------------------|
|                                            | le 31 mars<br>2015 | le 30 juin<br>2015 | le 30 septembre<br>2015 | le 31 décembre<br>2015 |
|                                            | \$                 | \$                 | \$                      | \$                     |
| Produits des activités ordinaires          | 7 955              | 9 992              | 12 098                  | 12 981                 |
| Bénéfice brut                              | 1 029              | 2 215              | 2 725                   | 3 122                  |
| BAIIA                                      | (3 518)            | (1 699)            | (1 509)                 | (1 976)                |
| BAIIA ajusté                               | (2 898)            | (1 298)            | (1 253)                 | (1 477)                |
| Perte nette                                | (5 750)            | (2 668)            | (2 944)                 | (3 309)                |
| Perte par action de base et après dilution | (0,30) \$          | (0,14) \$          | (0,16) \$               | (0,18) \$              |
| Total des actifs courants                  | 32 405             | 31 713             | 29 281                  | 28 346                 |
| Total de l'actif                           | 58 633             | 56 016             | 52 194                  | 49 572                 |
| Total du passif                            | 18 978             | 18 871             | 18 460                  | 19 416                 |



(en milliers, sauf les montants par action)

|                                            | Trimestres clos    |                    |                         |                        |
|--------------------------------------------|--------------------|--------------------|-------------------------|------------------------|
|                                            | le 31 mars<br>2014 | le 30 juin<br>2014 | le 30 septembre<br>2014 | le 31 décembre<br>2014 |
|                                            | \$                 | \$                 | \$                      | \$                     |
| Produits des activités ordinaires          | 11 251             | 10 748             | 13 431                  | 9 440                  |
| Bénéfice brut                              | 2 525              | 2 023              | 3 193                   | 1 261                  |
| BAIIA                                      | (1 767)            | (2 556)            | (1 366)                 | (2 957)                |
| BAIIA ajusté                               | (1 767)            | (2 556)            | (1 366)                 | (2 957)                |
| Perte nette                                | (3 850)            | (2 408)            | (2 864)                 | (4 946)                |
| Perte par action de base et après dilution | (0,21) \$          | (0,13) \$          | (0,15) \$               | (0,26) \$              |
| Total des actifs courants                  | 51 272             | 49 026             | 48 949                  | 39 579                 |
| Total de l'actif                           | 74 636             | 72 978             | 74 560                  | 66 531                 |
| Total du passif                            | 19 039             | 19 685             | 24 043                  | 21 006                 |

## SOURCES DE FINANCEMENT ET SITUATION DE TRÉSORERIE

Nos sources de financement servent en partie à financer le fonds de roulement lié aux lancements de produits, à investir dans des propositions de service de conception pour nos clients actuels, et à faire les dépenses d'investissement nécessaires pour soutenir et étendre nos activités et nos installations de fabrication afin de répondre aux demandes des clients.

### *Situation de trésorerie*

Notre démarche vise à veiller, dans la mesure du possible, à toujours disposer des liquidités suffisantes pour nous acquitter de nos obligations lorsqu'elles deviennent exigibles. Nous y parvenons en surveillant continuellement les flux de trésorerie, ainsi que les charges et produits réels, par rapport au budget. Nous effectuons un suivi hebdomadaire des flux de trésorerie et un suivi mensuel des autres mesures, telles que le cycle d'exploitation (un faible cycle d'exploitation est un signe de l'efficacité de l'utilisation du fonds de roulement).

Aux 31 décembre 2016 et 2015 respectivement, la trésorerie et les équivalents de trésorerie représentaient 13,8 M\$ et 11,4 M\$. Au 31 décembre 2016, la trésorerie nette s'établissait à 11,2 M\$, soit une hausse comparativement à 6,1 M\$ au 31 décembre 2015.

Les activités d'exploitation nous ont permis de générer une trésorerie de 1,4 M\$ pour l'exercice 2016, ce qui comprend la trésorerie provenant d'une réduction du fonds de roulement hors trésorerie de 0,5 M\$. Nous avons tiré des flux de trésorerie supplémentaires des opérations suivantes : i) l'émission de titres de capitaux propres, pour un produit net de 3,9 M\$, et ii) la vente de notre installation en Israël, pour un produit de 1,8 M\$. Nous avons utilisé de la trésorerie pour les opérations suivantes : i) le remboursement d'un emprunt bancaire et de contrats de location simple pour 3,2 M\$, et ii) l'achat d'immobilisations corporelles pour un montant net de 1,1 M\$.

### *Besoins de fonds de roulement*

Nos besoins de fonds de roulement ont trait principalement aux matériaux, à la production, à la vente et au marketing, à la R et D, à l'exploitation et aux charges administratives. Les besoins de fonds de roulement peuvent augmenter lorsque les produits des activités ordinaires s'accroissent, comme nous l'avons constaté pour l'exercice 2016, étant donné que les clients ont mis plus de temps à nous payer, que les niveaux de stocks ont été accrus pour répondre à la demande supplémentaire ou que nous devons payer plus rapidement nos fournisseurs. De telles variations font augmenter le cycle de l'exploitation qui, en retour, réduit les liquidités dans l'entreprise. Le cycle de l'exploitation était de 22,5 jours à la fin de l'exercice 2016, une amélioration appréciable en comparaison de ce qu'il était un an plus tôt, soit 46,8 jours.

Le fonds de roulement hors trésorerie a diminué, passant de 4,9 M\$ au 31 décembre 2015 à 4,4 M\$ au 31 décembre 2016. Cette diminution est surtout attribuable à i) une augmentation des dettes fournisseurs découlant de volumes de production accrus, en partie atténuée par ii) une augmentation des créances d'exploitation et des stocks liée à une hausse des produits des activités ordinaires.

Le montant net des créances clients s'établit à 10,6 M\$ au 31 décembre 2016, comparativement à 9,9 M\$ au 31 décembre 2015. Cette augmentation découle de la hausse des produits des activités ordinaires pour l'exercice 2016, en partie atténuée par la priorité constante accordée à la réduction du solde des arriérés et au resserrement des modalités de crédit des clients.

Au 31 décembre 2016, les stocks s'établissaient à 6,5 M\$, contre 5,9 M\$ à la même date l'exercice précédent. La hausse est attribuable à un accroissement des volumes de fabrication pour l'exercice 2016.

Les dettes fournisseurs et autres charges à payer au 31 décembre 2016 se sont établies à 13,8 M\$, contre 12,1 M\$ au 31 décembre 2015. L'augmentation découle en partie des volumes de production accrus liés aux stocks constitués, comme indiqué plus haut.

#### *Engagements relatifs aux dépenses d'investissement*

Il y a plusieurs engagements au titre des dépenses d'investissement, qui totalisent 0,5 M\$ au 31 décembre 2016, dépenses devant être engagées au cours du premier et du deuxième trimestre de l'exercice 2017.

#### *Facilités de crédit*

Au 31 décembre 2016, la Société disposait de facilités de crédit obtenues de banques domiciliées au Canada, en Chine et en Corée (collectivement, les « facilités de crédit »). Ces facilités de crédit sont renouvelables par les banques pour une période maximale de 12 mois. Dans le cas du crédit bancaire en Chine, le calendrier de renouvellement est échelonné, chaque tranche étant renouvelable en janvier, en février, en mars et en août de chaque année. Ces facilités de crédit portent intérêt à un taux annuel allant de 3,6 % à 5,9 % et sont garanties par les créances d'exploitation, par une lettre de crédit irrévocable émise par Baylin au prêteur en Corée et par les immobilisations corporelles. Au 31 décembre 2016, nous avons accès à un montant d'environ 6,9 M\$ dont 2,6 M\$ ont été utilisés. Nous respectons toutes les clauses restrictives financières. Le crédit bancaire en Israël a été intégralement remboursé en 2016 et résilié lors de la vente de l'immeuble en Israël.

### **ENGAGEMENTS ET OBLIGATIONS CONTRACTUELS**

Au 31 décembre 2016, les contrats de location-acquisition de matériel ont été entièrement remboursés. Il n'existe pas d'autre risque de manquement contractuel. À notre connaissance, il n'existe aucun autre engagement ou obligation que ceux présentés dans la présente rubrique qui pourrait avoir une incidence significative sur les activités futures.

En vertu des lois chinoises applicables, Galtronics China a le droit de distribuer jusqu'à 90 % de son bénéfice après impôt. Au 31 décembre 2016, les montants faisant l'objet de restrictions en matière de distribution, soit 10 % des résultats non distribués de Galtronics China, se chiffraient à environ 1,0 M\$. Les obligations contractuelles connues au 31 décembre 2016 se présentent comme suit :

| (en milliers de dollars)                               | Moins de<br>un an | De 1 à<br>2 ans | De 2 à<br>3 ans | De 3 à<br>4 ans | De 4 à<br>5 ans | Plus de<br>5 ans | Total            |
|--------------------------------------------------------|-------------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|------------------|------------------|
| Prêts et crédit accordés par<br>des banques            | 2 594             | -               | -               | -               | -               | -                | 2 594            |
| Dettes fournisseurs                                    | 11 223            | -               | -               | -               | -               | -                | 11 223           |
| Autres créanciers                                      | 2 498             | -               | -               | -               | -               | -                | 2 498            |
| Engagements au titre de<br>contrats de location simple | 952               | 939             | 616             | 316             | 243             | 237              | 3 303            |
| <b>Total</b>                                           | <b>17 267 \$</b>  | <b>939 \$</b>   | <b>616 \$</b>   | <b>316 \$</b>   | <b>243 \$</b>   | <b>237 \$</b>    | <b>19 618 \$</b> |

Les obligations contractuelles connues au 31 décembre 2015 se présentent comme suit :

| (en milliers de dollars)                                                                     | Moins de<br>un an | De 1 à<br>2 ans | De 2 à<br>3 ans | De 3 à<br>4 ans | De 4 à<br>5 ans | Plus de<br>5 ans | Total            |
|----------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|------------------|------------------|
| Prêts et crédit accordés par<br>des banques                                                  | 5 712             | -               | -               | -               | -               | -                | 5 712            |
| Dettes fournisseurs                                                                          | 8 343             | -               | -               | -               | -               | -                | 8 313            |
| Autres créanciers                                                                            | 3 441             | -               | -               | -               | -               | -                | 3 183            |
| Engagements au titre de<br>contrats de location simple                                       | 740               | 357             | 316             | 93              | -               | -                | 1 506            |
| Obligations au titre de<br>contrats de location-<br>financement et crédit pour<br>équipement | 660               | -               | -               | -               | -               | -                | 660              |
| <b>Total</b>                                                                                 | <b>18 896 \$</b>  | <b>357 \$</b>   | <b>316 \$</b>   | <b>93 \$</b>    | <b>- \$</b>     | <b>- \$</b>      | <b>19 662 \$</b> |

## ÉVENTUALITÉS

### *Engagements*

Galtronics China a conclu une convention de location visant les installations en Chine pour une période de cinq ans se terminant en 2019. Galtronics Korea a conclu des conventions de location visant trois installations en Corée du Sud et une, à Taïwan, se terminant en 2021. Galtronics Israel a conclu trois conventions de location, dont i) deux en Arizona, aux États-Unis, visant des bureaux et des locaux pour entreposage, qui se terminent respectivement en 2019 et en 2017, et ii) une en Israël, visant une installation de R et D et se terminant au troisième trimestre de 2019. Galtronics Vietnam a conclu une convention de location visant des installations au Vietnam pour une période de cinq ans. La durée de la location peut être prolongée d'un maximum de cinq ans, au gré de la Société (la Société ayant récemment modifié le contrat de location afin de rendre au bailleur une certaine superficie des installations louées). Baylin a conclu une convention de service avec une partie liée, visant notamment des locaux pour bureaux à Toronto, au Canada, pour le personnel du siège social. La convention a été automatiquement renouvelée jusqu'au 31 décembre 2017 (se reporter à la rubrique « Transaction avec des parties liées »).

Les frais de location minimaux payables au 31 décembre 2016 sont comme suit :

| (en milliers)                           |                 |
|-----------------------------------------|-----------------|
|                                         | \$              |
| Première année                          | 952             |
| De la deuxième année à la sixième année | 2 351           |
| <b>Total des charges</b>                | <b>3 303 \$</b> |

### *Poursuites judiciaires*

En 2009, Galtronics Israel a reçu de la part de l'un de ses importants clients (le « client ») un avis l'informant d'une indemnisation éventuelle relativement à une poursuite intentée contre ce dernier concernant plusieurs contrefaçons de brevets américains. Un jugement rendu contre le client, pour un montant d'environ 38 millions de dollars, a été rejeté par la suite, en 2014. Depuis la réception de l'avis, nous n'avons reçu aucune demande de paiement de la part du client. Il n'est pas certain que nous recevrons une telle demande et, si tel était le cas, quel en sera le montant. La direction et ses conseillers juridiques ne peuvent déterminer l'issue de la poursuite intentée contre le client ni son incidence, le cas échéant, sur la Société. Par conséquent, aucune provision n'a été comptabilisée en rapport avec cette question.

### *Attribution d'options sur actions*

- a) Même s'il est demeuré en vigueur, le régime d'options sur actions de Galtronics a été remplacé par le régime d'options sur actions de Baylin, qui est décrit ci-dessous. Aucune option n'est en cours et aucune option ne sera émise au titre du régime d'options sur actions de Galtronics.
- b) Régime d'options sur actions de Baylin :

Aux termes du régime d'options sur actions de la Société (le « régime ») que le conseil d'administration a adopté, des options sur actions peuvent être attribuées aux administrateurs, aux dirigeants, aux membres du personnel et aux consultants de la Société (ou de ses entités affiliées) en guise d'incitatifs au rendement. Des limites ont été fixées pour ce qui est du nombre d'actions ordinaires pouvant être émises aux termes du régime (et de toutes les autres ententes de rémunération fondée sur des titres) ainsi que du nombre d'actions ordinaires pouvant l'être à des initiés (ou à leurs entités affiliées). Au moment de l'attribution d'une option sur action, le conseil d'administration doit approuver : i) son prix d'exercice, lequel ne peut être inférieur au cours des actions ordinaires; ii) ses modalités d'acquisition, modalités aux termes desquelles un tiers des droits rattachés aux options devient généralement acquis à chaque date anniversaire de l'attribution (sauf dans les circonstances indiquées ci-dessous); et iii) sa date d'expiration, qui généralement ne peut survenir plus de sept ans après celle de l'attribution (sauf dans les circonstances indiquées ci-dessous).

La seule attribution faite aux termes du régime a été l'octroi de 925 000 options sur actions au président et chef de la direction de la Société. Ces options lui ont été attribuées à un prix moyen pondéré de 1,51 \$ CA, et les droits qui y sont rattachés deviennent acquis comme suit : i) 130 000 options le 24 août 2016 et le 24 août 2017; ii) 240 000 et 425 000 options à la discrétion du conseil d'administration par suite d'une évaluation de la performance de la Société pour les exercices 2015 et 2016, respectivement; et iii) dès que survient un changement de contrôle de la Société. Les options viennent à échéance le 24 août 2020. En date du 31 décembre 2016, les droits rattachés à 370 000 options étaient acquis.

La durée contractuelle moyenne pondérée résiduelle des options sur actions est de 3,75 ans. La juste valeur des options sur actions est estimée à la date d'attribution selon le modèle d'évaluation du prix des options de Black et Scholes, en tenant compte des modalités d'attribution.

|                                                             |             |
|-------------------------------------------------------------|-------------|
| Volatilité prévue du prix de l'action (%)                   | 44,42-45,25 |
| Taux d'intérêt sans risque (%)                              | 0,9         |
| Durée prévue des options sur actions (en années)            | 2,67-3,17   |
| Prix de l'action (en \$ CA)                                 | 1,50        |
| Juste valeur de l'option à la date d'attribution (en \$ CA) | 0,44-0,48   |

La Société a comptabilisé, dans les charges générales et administratives, une charge de rémunération sous forme d'options sur actions de 213 k\$ pour l'exercice 2016, un montant de 16 k\$ restant à être passé en charges dans les exercices futurs.

c) Régime d'unités d'actions différées pour les administrateurs :

Le régime d'unités d'actions différées de la Société (le « régime d'UAD ») fait partie intégrante de la rémunération incitative à long terme de ses administrateurs. Sauf si le conseil d'administration en décide autrement, chaque administrateur peut choisir de recevoir entre 50 % et 100 % de ses honoraires annuels sous forme d'UAD (si aucun choix n'est fait, il est présumé que le pourcentage de 50 % est choisi). Le nombre d'UAD émises est établi chaque mois durant lequel l'administrateur siège au conseil. Les UAD attribuées sont réglées au moyen de l'émission d'actions ordinaires à la date à laquelle l'administrateur cesse d'être membre du conseil d'administration de la Société et de ses filiales. Le nombre d'UAD pouvant être émises est limité à 500 000.

La Société a comptabilisé, dans les charges générales et administratives, une charge de rémunération sous forme d'UAD de 156 \$ pour l'exercice 2016.

Le tableau qui suit indique le nombre d'UAD émises au cours de l'exercice à l'étude :

|                                              | <b>Nombre d'UAD</b> | <b>Prix moyen pondéré en \$ CA</b> |
|----------------------------------------------|---------------------|------------------------------------|
| UAD en cours au 1 <sup>er</sup> janvier 2015 | 56 690              | 3,50                               |
| UAD attribuées en 2015                       | 82 733              | 2,05                               |
| UAD en cours au 31 décembre 2015             | 139 423             | 3,50                               |
| UAD attribuées en 2016                       | 85 404              | 2,02                               |
| UAD en cours au 31 décembre 2016             | <u>224 827</u>      | <u>2,00</u>                        |

## ARRANGEMENTS NON COMPTABILISÉS

Nos arrangements hors bilan sont représentés par la lettre de crédit présentée à la rubrique « Facilités de crédit » du présent rapport de gestion et par les obligations en vertu de contrats de location simple présentées à la rubrique « Engagements contractuels et obligations ».

## TRANSACTIONS AVEC DES PARTIES LIÉES

La Société a conclu une convention de service avec une entreprise contrôlée par l'actionnaire principal de la Société, relativement à des locaux pour bureaux, aux services de certains employés, à du soutien administratif et à des fournitures, ainsi qu'à du matériel informatique et à de l'équipement de télécommunication. La convention a été automatiquement renouvelée jusqu'au 31 décembre 2017 et est assujettie à des frais annuels de 0,2 M\$, qui peuvent varier d'un mois à l'autre selon les services dont la Société a besoin.

Sauf ce qui est décrit dans les présentes, il n'y a aucune autre transaction importante entre parties liées.

## ANALYSE DU QUATRIÈME TRIMESTRE

### *Produits des activités ordinaires et bénéfice brut*

| (en milliers)                            | Trimestres clos les 31 décembre |               |               |
|------------------------------------------|---------------------------------|---------------|---------------|
|                                          | 2016                            | 2015          | Variation     |
|                                          | \$                              | \$            |               |
| <b>Produits des activités ordinaires</b> | <b>15 087</b>                   | <b>12 981</b> | <b>16,2 %</b> |
| Coût des produits vendus                 | 10 741                          | 9 859         | 9,0 %         |
| <b>Bénéfice brut</b>                     | <b>4 346</b>                    | <b>3 122</b>  | <b>39,2 %</b> |
| Marge brute, en pourcentage              | 28,8 %                          | 24,1 %        | 4,8 %         |

### *Produits des activités ordinaires*

Au quatrième trimestre de 2016, les produits des activités ordinaires se sont établis à 15,1 M\$, en hausse de 16,2 % par rapport au trimestre correspondant de l'exercice 2015. Il s'agit d'une cinquième augmentation trimestrielle consécutive en glissement annuel. Chacune des trois gammes de produits a affiché une augmentation, dont la plus importante, soit 25 %, appartient à la gamme des produits d'infrastructure sans fil, la gamme de produits mobiles ayant quant à elle enregistré une solide hausse de 18,3 %.

Bien qu'inférieure de 11 % par rapport au troisième trimestre de 2016, la diminution des produits des activités ordinaires reflète la nature saisonnière des activités. La gamme des produits d'infrastructure sans fil a réalisé une croissance de 1 %, alors que les gammes de produits mobiles et de produits de réseau ont été en baisse respective de 5 % et de 42 %.

### *Bénéfice brut*

Au quatrième trimestre de 2016, le bénéfice brut s'est chiffré à 4,3 M\$ (28,8 % des produits des activités ordinaires), ce qui se compare favorablement au bénéfice brut de 3,1 M\$ (24,1 % des produits des activités ordinaires) réalisé pour la même période de l'exercice 2015. L'augmentation est attribuable aux mêmes facteurs que ceux indiqués pour l'analyse des résultats de l'exercice complet, si ce n'est une provision pour stocks désuets de 0,2 M\$ au quatrième trimestre de l'exercice 2016, découlant de problèmes de qualité des produits d'un client au cours du trimestre.

## Recherche et développement (« R et D »)

| (en milliers)                                        |              |              |               |
|------------------------------------------------------|--------------|--------------|---------------|
| Trimestres clos les 31 décembre                      |              |              |               |
|                                                      | 2016         | 2015         | Variation     |
|                                                      | \$           | \$           |               |
| Charges salariales                                   | 1 309        | 1 240        | 5,6 %         |
| Autres frais de développement                        | 597          | 378          | 57,9 %        |
| Dotation aux amortissements                          | 36           | 90           | (60,0) %      |
| <b>Total</b>                                         | <b>1 942</b> | <b>1 708</b> | <b>13,7 %</b> |
| En pourcentage des produits des activités ordinaires | 12,9 %       | 13,2 %       |               |

Les frais de R et D se sont établis à 1,9 M\$ au quatrième trimestre de 2016, en hausse de 13,7 % par rapport au dernier exercice, hausse attribuable à l'augmentation des ressources de R et D au début de l'exercice 2016. Nous nous attendons à d'autres hausses à mesure que nous perçons sur le marché des antennes de station de base.

## Vente et marketing

| (en milliers)                                        |            |              |                 |
|------------------------------------------------------|------------|--------------|-----------------|
| Trimestres clos les 31 décembre                      |            |              |                 |
|                                                      | 2016       | 2015         | Variation       |
|                                                      | \$         | \$           |                 |
| Charges salariales                                   | 687        | 1 101        | (37,6) %        |
| Autres                                               | 111        | 335          | (66,9) %        |
| <b>Total</b>                                         | <b>798</b> | <b>1 436</b> | <b>(44,4) %</b> |
| En pourcentage des produits des activités ordinaires | 5,3 %      | 11,1 %       |                 |

Les frais de vente et de marketing ont totalisé 0,8 M\$ pour le quatrième trimestre de 2016, contre 1,4 M\$ pour le quatrième trimestre de l'exercice 2015. La diminution en glissement trimestriel s'explique par les mêmes facteurs que ceux indiqués dans l'analyse des résultats de l'exercice complet.

## Charges générales et administratives

| (en milliers)                                        |              |              |              |
|------------------------------------------------------|--------------|--------------|--------------|
| Trimestres clos les 31 décembre                      |              |              |              |
|                                                      | 2016         | 2015         | Variation    |
|                                                      | \$           | \$           |              |
| Charges salariales                                   | 731          | 899          | (18,7) %     |
| Autres                                               | 2 057        | 1 733        | 18,7 %       |
| Dotation aux amortissements                          | 71           | 111          | (36,0) %     |
| <b>Total</b>                                         | <b>2 859</b> | <b>2 743</b> | <b>4,2 %</b> |
| En pourcentage des produits des activités ordinaires | 19,0 %       | 21,1 %       |              |

Les charges générales et administratives se sont élevées à 2,9 M\$ pour le trimestre écoulé, en légère hausse par rapport au trimestre correspondant de l'exercice 2015. La provision pour créances douteuses a été plus élevée pour l'exercice 2016 en raison de ce qui suit : i) des problèmes de qualité du produit livré à un client important au cours du trimestre, qui nous ont obligés à abandonner le recouvrement, et ii) le solde du compte d'un client, qui a été établi non entièrement recouvrable au cours du trimestre.

### ***Perte d'exploitation, BAIIA et BAIIA ajusté***

Le rapprochement du BAIIA et du BAIIA ajusté se présente comme suit :

#### **Rapprochement avec la perte d'exploitation**

| <b>(en milliers)</b>                                          |                |                |                  |
|---------------------------------------------------------------|----------------|----------------|------------------|
| <b>Trimestres clos les 31 décembre</b>                        |                |                |                  |
|                                                               | <b>2016</b>    | <b>2015</b>    | <b>Variation</b> |
|                                                               | \$             | \$             |                  |
| <b>Perte d'exploitation</b>                                   | <b>(1 253)</b> | <b>(2 765)</b> | <b>(54,7) %</b>  |
| Dotation aux amortissements                                   | 711            | 789            | (9,9) %          |
| <b>BAIIA</b>                                                  | <b>(542)</b>   | <b>(1 976)</b> | <b>(72,6) %</b>  |
| Coûts des indemnités de départ et autres coûts non récurrents | 615            | 499            | 23,2 %           |
| <b>BAIIA ajusté</b>                                           | <b>73</b>      | <b>(1 477)</b> | <b>(104,9) %</b> |

La perte d'exploitation au quatrième trimestre de 2016 se chiffre à 1,3 M\$, en baisse importante par rapport à la perte de 2,8 M\$ inscrite pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le BAIIA ajusté s'est établi à 0,1 M\$ au quatrième trimestre de l'exercice 2016, résorbant la perte, de 1,5 M\$, inscrite un an plus tôt. Le virage sur le plan de la perte d'exploitation et du BAIIA ajusté est attribuable à l'augmentation des produits des activités ordinaires et de la marge brute notée précédemment, ainsi qu'au contrôle des charges d'exploitation. Les principaux éléments non récurrents sont les indemnités de cessation d'emploi, ainsi que la provision pour stocks désuets mentionnée plus haut et la radiation de créances d'exploitation, toutes deux attribuables à un problème de qualité du produit d'un client important au cours du récent trimestre.

### ***Perte nette de la période***

| <b>(en milliers, sauf les montants par action)</b> |                |                |                  |
|----------------------------------------------------|----------------|----------------|------------------|
| <b>Trimestres clos les 31 décembre</b>             |                |                |                  |
|                                                    | <b>2016</b>    | <b>2015</b>    | <b>Variation</b> |
|                                                    | \$             | \$             |                  |
| Perte avant impôt                                  | (1 259)        | (2 845)        | (55,7) %         |
| Charge (produit) d'impôt                           | (13)           | 464            | (102,8) %        |
| <b>Perte nette de la période</b>                   | <b>(1 246)</b> | <b>(3 309)</b> | <b>(62,3) %</b>  |
| Perte par action de base et après dilution         | (0,07) \$      | (0,18) \$      |                  |

La perte nette pour le trimestre considéré s'est chiffrée à 1,2 M\$, en nette baisse par rapport à la perte de 3,3 M\$ inscrite il y a un an.

### **ESTIMATIONS CRITIQUES**

Pour préparer les états financiers consolidés, la direction doit faire des estimations et poser des jugements qui ont une incidence sur les chiffres présentés. Nous évaluons nos estimations sur une base constante, y compris celles portant sur les créances irrécouvrables, la valeur de réalisation nette et l'obsolescence des stocks, la durée de vie des immobilisations corporelles, la dépréciation des actifs, les justes valeurs, l'impôt sur le résultat, les obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi, les garanties, les éventualités et les litiges. Nous fondons nos estimations sur l'expérience et sur diverses hypothèses que nous estimons raisonnables dans les circonstances, lesquelles forment la base des jugements que nous portons sur les valeurs comptables des actifs et des passifs que nous ne pouvons obtenir d'autres sources. Si la performance réelle différait de l'expérience ou si les hypothèses sous-jacentes changeaient, notre situation financière et nos résultats d'exploitation s'en ressentiraient.

Nos principaux actifs, créances d'exploitation, stocks et immobilisations corporelles font l'objet d'estimations et de jugements critiques.

### *Créances d'exploitation*

Une provision pour créances douteuses est constituée pour les pertes estimatives découlant de l'incapacité de nos clients à effectuer les paiements exigés. L'estimation est fondée sur l'ancienneté des créances, la présence ou non de problèmes juridiques (situation de faillite), l'analyse des recouvrements antérieurs, la solvabilité financière actuelle, les rapports d'agences d'évaluation du crédit et l'expérience de notre personnel du service des finances.

Une provision est constituée pour les créances d'exploitation dont on a établi le caractère non recouvrable, dans la période au cours de laquelle leur non-recouvrabilité a été établie. Des provisions additionnelles peuvent être nécessaires si la situation financière de nos clients se détériore et se traduit par une diminution de leur capacité à effectuer les paiements requis. L'augmentation de notre provision pour créances douteuses au 31 décembre 2016 par rapport à celle établie au 31 décembre 2015 s'explique par le fait qu'il a été établi que le solde du compte d'un client ne pourra être recouvré en totalité.

### *Évaluation des stocks*

Nous évaluons les stocks de façon continue et comptabilisons une provision pour les stocks à rotation lente ou obsolètes. Pour procéder à cette évaluation, nous tenons compte de facteurs tels les ventes prévues, le cycle de vie du produit et les projets de développement du produit, les problèmes de qualité et les quantités de stocks. Si la demande future pour notre produit ou la conjoncture de marché sont moins favorables que prévu ou si des changements technologiques surviennent, nous pouvons devoir comptabiliser une réduction de valeur.

### *Immobilisations corporelles*

Nous soumettons les immobilisations corporelles à un test de dépréciation annuel, au quatrième trimestre de chaque année (qui correspond à notre cycle de planification annuelle). Lorsque des événements ou des changements de circonstances indiquent que la valeur comptable d'un actif ou d'une unité génératrice de trésorerie (« UGT ») pourrait ne pas être recouvrée, nous comptabilisons une perte de valeur lorsque la valeur comptable d'un actif ou d'une UGT excède sa valeur recouvrable (qui correspond au montant le plus élevé entre la valeur d'utilité et la juste valeur diminuée des coûts de la vente). Les activités de la Société sont regroupées en une UGT. Si nécessaire, la Société fait appel à des évaluateurs externes pour déterminer la valeur des immobilisations corporelles dans chacun de ses établissements. Au 31 décembre 2016, il n'y a aucun indice de dépréciation des immobilisations corporelles.

Autres éléments donnant lieu à des estimations et à des jugements importants :

### *Passifs au titre des avantages postérieurs à l'emploi*

Nous gérons des régimes à prestations définies dans le respect des lois sur les indemnités de cessation d'emploi et les prestations de retraite et d'autres lois du travail locales en rapport avec les passifs au titre des avantages postérieurs à l'emploi en Israël et en Corée du Sud. Une partie des régimes d'avantages complémentaires de retraite est financée par les cotisations versées aux compagnies d'assurance et classée dans les régimes à cotisations définies ou les régimes à prestations définies. La valeur actualisée des passifs au titre des avantages postérieurs à l'emploi dépend d'un certain nombre de facteurs, qui sont déterminés par un calcul actuariel fondé sur des hypothèses. Les hypothèses utilisées pour déterminer le coût ou le résultat net des indemnités de cessation d'emploi et des actifs du régime comprennent un taux d'actualisation. Tout changement dans ces hypothèses a une incidence sur la valeur comptable des indemnités de cessation d'emploi et des actifs du régime. D'autres hypothèses clés inhérentes à l'évaluation comprennent le roulement du personnel, l'inflation et les hausses salariales futures. Ces hypothèses sont basées sur des conseils actuariels indépendants et sont mises à jour annuellement. Les circonstances réelles peuvent différer de ces hypothèses et donner lieu à un passif des indemnités de départ différent. Les avantages postérieurs à l'emploi influent sur les passifs courants et non courants et sur les charges salariales pour toutes les catégories de coûts.

### *Impôt sur le résultat*

Nous estimons que nous avons constitué une charge suffisante au titre de l'impôt sur le résultat à la lumière de l'information dont nous disposons actuellement. Le calcul de l'impôt sur le résultat requiert souvent un jugement important lorsqu'il s'agit d'interpréter les règles fiscales, qui sont en constante évolution. Nos déclarations fiscales font l'objet d'audits, lesquels peuvent entraîner une variation importante du montant des actifs et passifs d'impôt exigible ou différé. Toute variation serait comptabilisée comme une charge ou une réduction de la charge d'impôt.

### *Obligations juridiques*

Sauf ce qui a été indiqué précédemment, la Société n'a aucune créance légale importante en cours.



## **ADOPTION DE NOUVELLES NORMES COMPTABLES ET PRÉSENTATION DES NOUVELLES NORMES QUI SERONT ADOPTÉES AU PROCHAIN EXERCICE**

### **Nouvelles normes et modifications adoptées**

Certaines nouvelles normes et modifications sont entrées en vigueur au cours de l'exercice à l'étude, mais leur adoption n'a eu aucune incidence significative sur le résultat net ou la situation financière de la Société.

### **Nouvelles normes et interprétations non encore adoptées**

À la date où les présents états financiers ont été approuvés, certaines nouvelles normes, modifications ou interprétations de normes existantes avaient été publiées, mais n'étaient pas encore entrées en vigueur et n'avaient pas été adoptées par anticipation par la Société. Toutes les prises de position seront adoptées et reflétées dans les méthodes comptables de la Société au cours de la première période ouverte après leur date d'entrée en vigueur. Ce qui suit donne des renseignements sur les nouvelles normes, modifications et interprétations qui devraient toucher les états financiers de la Société. Il se peut que certaines autres nouvelles normes, modifications ou interprétations aient été publiées, mais elles ne devraient pas avoir d'incidence importante sur les états financiers de la Société.

### **IAS 7 Tableau des flux de trésorerie**

Avec prise d'effet pour les états financiers intermédiaires et annuels des exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017, l'IASB a modifié cette norme afin d'aider les investisseurs à évaluer les variations des passifs issus des activités de financement, y compris les changements résultant des flux de trésorerie, mais aussi les changements sans contrepartie de trésorerie. La Société ne s'attend pas à ce que la modification ait une incidence importante sur ses états financiers.

### **IFRS 9 Instruments financiers**

Avec prise d'effet aux fins des états financiers intermédiaires et annuels des exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la version définitive d'IFRS 9 a été publiée en juillet 2014 et remplacera IAS 39 *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*. IFRS 9 propose un modèle de classement et d'évaluation, un modèle unique et prospectif de dépréciation fondé sur les pertes attendues et une approche modifiée en profondeur de la comptabilité de couverture. La nouvelle approche unique fondée sur les principes de classement des actifs financiers est axée sur les caractéristiques des flux de trésorerie et le modèle économique que suit une entité pour la gestion de tels actifs. La nouvelle norme exige également qu'un modèle unique de dépréciation soit appliqué à tous les instruments financiers, ce qui nécessitera une comptabilisation plus rapide des pertes de crédit attendues. Elle renferme également des changements concernant le risque de crédit propre à l'entité pour calculer les passifs qu'elle choisit d'évaluer à la juste valeur, de sorte que les profits que peut générer la dégradation de ce risque de crédit à l'égard de ces passifs ne sont plus comptabilisés en résultat net. La direction évalue actuellement l'incidence que cette nouvelle norme aura sur les états financiers de la Société.

### **IFRS 15 Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients**

Avec prise d'effet pour les états financiers intermédiaires et annuels des exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, l'IASB a publié cette nouvelle norme afin de remplacer IAS 18 *Produits des activités ordinaires* et IAS 11 *Contrats de construction*. La nouvelle norme repose sur le principe que les entreprises doivent comptabiliser les produits des activités ordinaires de façon à refléter le moment où les biens ou services sont fournis aux clients et doivent le faire au montant correspondant à la contrepartie qu'elles s'attendent à recevoir en échange de ces biens ou services. La nouvelle norme se traduira également par une meilleure présentation des produits des activités ordinaires, renferme des directives concernant des transactions qui n'étaient auparavant pas toutes visées par les normes précédentes et rehausse les directives concernant les accords à composantes multiples. La direction évalue actuellement l'incidence que cette nouvelle norme aura sur les états financiers de la Société.

### **IFRS 16 Contrats de location**

Avec prise d'effet aux fins des états financiers intermédiaires et annuels des exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019, l'IASB a publié cette nouvelle norme afin de remplacer IAS 17 *Contrats de location*. La nouvelle norme propose un modèle exhaustif servant à établir la nature des contrats de location et leur traitement aux fins des états financiers des preneurs et des bailleurs. IFRS 16 prescrit un modèle axé sur le contrôle qui permet d'identifier les contrats de location et de faire la distinction entre les contrats de location et les contrats de services, ce qui dépend du fait qu'il existe ou non un actif contrôlé par le client. La nouvelle norme instaure également d'importants changements à la comptabilisation des contrats de location par les preneurs à bail puisqu'il n'y a plus de distinction entre les contrats de location simple et ceux de location-financement et que des actifs et des passifs doivent être constatés à l'égard de tous les contrats de location (sous réserve de certaines exceptions dans le cas des contrats à court terme et de la location d'actifs de faible valeur). La direction évalue actuellement l'incidence que cette nouvelle norme aura sur les états financiers de la Société.

## **INSTRUMENTS FINANCIERS ET GESTION DES RISQUES**

Nos activités nous exposent à divers risques financiers, tels le risque de change, le risque de taux d'intérêt, le risque de crédit et le risque de liquidité. Notre gestion des risques met l'accent sur des activités qui réduisent au minimum tout effet néfaste que ces risques pourraient avoir sur notre performance financière consolidée.

### *Risque de change*

La majeure partie des produits des activités ordinaires sont obtenus en dollars américains; par conséquent, les états financiers de la Société sont présentés en dollars américains (« \$ US »). Le reste des produits des activités ordinaires, bien que libellé dans d'autres monnaies, comme le yen (Chine), le dong (Vietnam) et le won (Corée du Sud), est déterminé en fonction du dollar américain, car le coût total des produits des clients est déterminé en dollars américains. Une partie des charges d'exploitation est réalisée dans une autre devise que la monnaie fonctionnelle des entités concernées. Par conséquent, nous sommes exposés au risque de change lié à ces opérations. En outre, la volatilité du résultat net est accrue du fait de la conversion d'actifs et de passifs monétaires libellés en devises au taux de change en vigueur à la fin de chaque période de présentation de l'information financière, et l'incidence est comptabilisée à titre de profit ou de perte de change, dans les charges financières. Notre objectif en matière de gestion du risque de change est de réduire le plus possible l'exposition aux devises autres que la monnaie fonctionnelle. Notre politique consiste à appairer les actifs libellés en devises et les passifs libellés en devises.

### *Risque de taux d'intérêt*

Au cours de l'exercice 2016, nous avons réduit notre exposition à ce risque en diminuant notre dette. Par conséquent, nous estimons que le risque de taux d'intérêt est faible. Selon notre expérience des dernières années en Israël et en Corée, les taux d'intérêt sont demeurés relativement stables.

### *Risque lié à la concentration de la clientèle et risque de crédit*

Une partie considérable de nos produits est vendue à un petit nombre de clients importants qui se trouvent surtout en Amérique du Nord et en Asie. De façon globale, 60 % et 52 % des produits des activités ordinaires que nous avons comptabilisés pour les exercices 2016 et 2015 respectivement provenaient de trois clients principaux. Plus particulièrement, pour les exercices clos les 31 décembre 2016 et 2015, respectivement, 58 % et 43 % de nos produits ordinaires ont été tirés de Samsung et de ses sous-traitants. Pour un exercice donné, nos trois principaux clients peuvent ne pas être ceux de l'exercice précédent ou du suivant. La perte d'un ou de plusieurs clients importants ou une réduction importante de leurs commandes pourraient nuire à nos activités, à nos résultats d'exploitation et à notre situation financière. Notre stratégie pour gérer ce risque consiste à diversifier notre clientèle en élargissant notre portefeuille de produits et en intensifiant nos activités de vente et de marketing.

Nous offrons à nos clients des délais de règlement de 30 à 90 jours et surveillons régulièrement le crédit accordé à ces clients ainsi que leur situation financière générale, mais n'exigeons pas le nantissement de biens en garantie de leurs créances. Nous constituons une provision pour créances douteuses en nous appuyant sur les facteurs touchant le risque de crédit de certains clients, sur les résultats passés et sur d'autres renseignements.

### *Risque de liquidité*

Nous surveillons notre risque de liquidité en établissant des budgets trimestriels, des projections hebdomadaires des flux de trésorerie et en surveillant étroitement les soldes des créances d'exploitation, les stocks constitués et le paiement des fournisseurs. L'objectif vise à conserver les liquidités suffisantes dans nos entités en exploitation au moyen de fonds en caisse, de prélèvements sur nos facilités de crédit ainsi qu'en générant des flux de trésorerie d'exploitation. Nous surveillons également de façon régulière les montants dus à Galtronics China par nos autres filiales afin de veiller à satisfaire aux exigences de conformité prescrites par l'organisme SAFE (State Administration of Foreign Exchange) en Chine.

Le 22 décembre 2016, nous avons émis 3 108 142 actions ordinaires, pour un produit net de 3,9 M\$, ce qui a contribué à raffermir davantage notre situation de trésorerie.

## **DONNÉES SUR LES ACTIONS EN CIRCULATION**

Au 9 mars 2017, la Société avait 21 916 813 actions ordinaires émises et en circulation, ce qui inclut les 3 108 450 actions ordinaires émises le 22 décembre 2016.

## **CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE**

La direction a la responsabilité de concevoir des contrôles internes efficaces à l'égard de l'information financière pour fournir l'assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été établis, aux fins de publication de l'information financière, conformément aux IFRS. La Société a évalué l'efficacité de ses contrôles internes. En se fondant sur cette évaluation, le président et chef de la direction et le chef des finances ont conclu que la conception des contrôles et procédures internes était adéquate et que ceux-ci étaient efficaces au 31 décembre 2016. Ces évaluations ont été effectuées conformément aux normes établies dans le document *Internal Control – Integrated Framework 2013* publié par le Committee of Sponsoring Organizations de la Treadway Commission. Il n'y a eu aucun changement du contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2016 qui ait eu ou qui pourrait raisonnablement avoir une incidence significative sur les contrôles internes à l'égard de l'information financière.

## **RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES**

Des renseignements supplémentaires sur la Société, y compris la notice annuelle la plus récente, sont accessibles sur SEDAR, à l'adresse [www.sedar.com](http://www.sedar.com).

## **FACTEURS DE RISQUE**

Pour une description détaillée des facteurs de risque pour la Société, se reporter à la rubrique sur les facteurs de risque de la notice annuelle publiée sur SEDAR, le 9 mars 2017.